

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

L'OPN signe un partenariat avec la société mPharma

MSM
Libreville/Gabon

L'Office pharmaceutique national (OPN), la centrale d'achats publique de Médicaments et autres produits de santé (MAPS), s'est récemment vu doter d'une nouvelle forme juridique et de nouveaux objectifs fixés par le gouvernement. Notamment l'accessibilité du médicament sur toute l'étendue du territoire à travers son coût et sa disponibilité. C'est dans l'optique de rendre opérationnelles les missions assignées à l'OPN que le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS), principal actionnaire de l'Office, a facilité le rapprochement entre mPharma, une société ghanéenne réputée, spécialisée dans la gestion et la distribution des médicaments, et l'OPN pour l'établissement d'un partenariat d'assistance technique. Ce

partenariat a été matérialisé par la signature d'un accord le 21 septembre 2021, à Libreville, entre Simon Essoo, directeur général intérimaire de l'OPN, et Gregory Rockson, fondateur et P-DG de mPharma. À travers cet accord, mPharma s'engage notamment à fournir des logiciels devant permettre d'automatiser les systèmes de gestion et de distribution de l'OPN, qui constitue actuellement l'un des principaux blocages à la bonne gestion du médicament; fournir des services d'évaluation de la performance de l'Office; faciliter l'accès à l'OPN au réseau mondial des fournisseurs des MAPS; et mettre à disposition de l'OPN des collaborateurs spécialisés et un programme de formation dans le cadre du transfert de compétence. Il faut savoir que mPharma est une société ghanéenne réputée du secteur de la santé publique spécialisée dans la gestion et les processus de distribution



Simon Essoo et Gregory Rockson scellant le partenariat entre les deux structures.

des médicaments. Créée en 2013, la start-up africaine a développé un réseau au sein

duquel évoluent 1 005 hôpitaux et pharmacies. mPharma est présent dans 8 pays africains:

Ghana, Nigeria, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Zambie et Malawi.

Le clin d'œil de Lybek



Aviation civile : les nouveaux agents du BEIAA dans la tourmente

CNB
Libreville/Gabon

FAISANT partie des 156 agents recrutés par le bureau d'enquêtes d'incidents et d'accidents d'aviation (BEIAA) depuis bientôt un an, conformément au décret n°000235/PR/MTL du 04 octobre 2018 fixant sa réorganisation, une vingtaine de jeunes gabonais de la section pilotes, mécaniciens d'avion et hôtesses de l'air attendent toujours de prendre leur vol pour Addis-Abeba, où ils ont déjà été enrôlés par la prestigieuse compagnie aérienne Ethiopian Airlines pour leurs différentes formations. Malgré la mise à disposition par l'Etat d'une enveloppe de plus de 340 millions de francs pour les différentes formations, rien ne semble bouger du côté de la Direction générale du budget. " Nos valises sont prêtes depuis plusieurs mois. Nous avons fini avec l'établissement des passeports de tous les agents et toutes les autres démarches administratives.



Les candidats sont toujours en attente de leur départ en stage.

Mais nous attendons toujours le décaissement des fonds pour le paiement de nos différentes formations par la Direction générale du budget", laisse entendre une des jeunes recrues du BEIAA. Face à cette longue attente, les futurs diplômés de l'école aéronautique Ethiopian Airlines ne comprennent pas l'origine et l'objet de ce blocage. Selon diverses sources, cette longue attente serait en réalité due au fait que le paiement des frais de scolarité de ces agents

n'aurait pas encore été effectué. Craignant que ces fonds ne prennent une autre direction, ces recrues en appellent à l'intervention des plus hautes autorités du pays. " Nous en appelons à l'intervention du président de la République et du Premier ministre que nous avons d'ailleurs officiellement saisis pour solliciter le décaissement rapide de ces fonds. L'école nous attend depuis plusieurs mois ", a fait savoir un agent.